

Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada et chef du Parti libéral du Canada
L'honorable Andrew Scheer, chef de l'Opposition officielle et chef du Parti conservateur du Canada
Jagmeet Singh, chef du Nouveau Parti démocratique
Elizabeth May, cheffe du Parti vert du Canada

Le 12 septembre 2018

Monsieur Trudeau, Monsieur Scheer, Monsieur Singh et Madame May,

À titre de porte-parole des exportateurs canadiens de produits agroalimentaires, et de représentant de 90 pour cent des agriculteurs, éleveurs, producteurs, transformateurs et exportateurs de produits agroalimentaires qui dépendent d'un accès stable, prévisible et préférentiel aux marchés internationaux, je me permets de vous écrire en vue de souligner l'urgent besoin pour le Canada de ratifier et de mettre en œuvre l'accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

Comme vous le savez, cet accord commercial vital et potentiellement transformateur entrera en vigueur 60 jours après sa ratification par les six premiers pays membres. Nous avons bien accueilli l'introduction de la législation à cet effet avant l'ajournement estival, mais nous constatons que d'autres pays du PTPGP franchissent plus rapidement les étapes nécessaires à l'entrée en vigueur de l'accord. En effet, en juillet, Singapour est devenu le troisième pays à ratifier le traité après le Mexique et le Japon. D'autres membres, comme le Chili, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Pérou suivront sous peu.

Étant donné l'incertitude commerciale sans précédent à laquelle fait face le Canada en raison du protectionnisme radical croissant de l'administration Trump, un meilleur accès aux marchés dynamiques de la région du Pacifique devient plus déterminant que jamais. L'économie canadienne a besoin d'un climat commercial stable et ouvert. En tant que deuxième plus importante économie après le Japon, au sein du Partenariat, le Canada a l'occasion d'assumer son leadership et de démontrer clairement sur la scène internationale son appui au libre-échange réglementé.

Selon une recherche parrainée par l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA), ce traité commercial pourrait faire augmenter les exportations canadiennes de produits agroalimentaires de près de 2 milliards de dollars annuellement pour divers produits, dont le bœuf, le porc, les grains, le canola, les légumineuses, le soya, l'orge, le sucre et les aliments transformés.

L'avantage dont bénéficient les premiers signataires dans les accords commerciaux est un fait réel et le Canada ne peut pas se permettre d'être supplanté par ses concurrents. Des milliers d'emplois canadiens et des milliards de dollars sont en jeu. Il est crucial que les membres du Parlement se regroupent et agissent rapidement pour ratifier le PTPGP.

Nous exhortons donc les parlementaires des deux Chambres à prendre les mesures qui s'imposent pour que le Canada soit parmi les six premiers pays à ratifier l'accord du PTPGP. La mise en œuvre de ce traité contribuera à diversifier le commerce canadien et à montrer comment nos dirigeants politiques de toutes les allégeances peuvent permettre aux Canadiens de réaliser des gains concrets.

Je vous remercie de prendre au sérieux cette urgente question. N'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute question éventuelle.

Salutations cordiales,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Brian Innes". The signature is fluid and cursive, written in a professional style.

Brian Innes, président de l'ACCA